

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4566 - Vendredi 16 Février 2024 - Prix : 200 Fc

TRANSPORT INTER-ÎLES :

Hausse des billets d'avion



R Komor sièges passagers.

ELECTIONS 2024 :

L'Arabie Saoudite félicite Azali

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

05 Chaanban 1445

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Février 2024**

Lever du soleil:

06h 06mn

Coucher du soleil:

18h 36mn

Fadjr : 04h 56mn

Dhouhr : 12h 26mn

Ansr : 15h 51mn

Maghrib: 18h 39mn

Incha: 19h 53mn



CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Fausse polémique autour des subventions de la CAF

Si le doute a pu planer pendant un certain temps, ce n'est plus le cas. Le philanthrope sud-africain, Patrice Motsepe va briguer sa succession en 2025 lors de la prochaine Assemblée Générale Élective de la Confédération Africaine de Football (CAF). Si la CAF n'a pas encore communiqué sur ce sujet, ça ne saurait tarder selon une source bien placée dans les arcanes du football africain. Et il est connu qu'en période électorale, les promesses fusent, c'est ce que le milliardaire sud-africain n'a pas manqué de faire.

Pour appuyer ses propos, notre source s'appuie sur la rencontre qui a eu lieu à Abidjan le 9 février dernier en marge de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations entre le Comité Exécutif de la CAF et les présidents des 54 pays membres de

l'organisation. Après la réunion, le président de la CAF « aurait réuni les présidents de fédérations loin des caméras et micros des journalistes pour leur faire une annonce et une promesse qu'il compte tenir d'ici au mois de juillet. » Cette réunion fait déjà le buzz aux Comores autour des sommes que le président de la CAF a annoncé. Des médias en ligne ont posté l'information selon laquelle « Le président de la CAF, Patrice Motsepe révèle que chaque fédérations reçoit 400 000 dollars (250 000 000 FCFA) par an » sans prendre le temps de vérifier leurs sources.

Pour les coûts opérationnels des différentes associations membres (fonctionnement), la CAF verse chaque année 250 000 dollars à chaque fédération. De 100 000 dollars du temps du président Hayatou, la subvention annuelle de la CAF est passée à 200 000 USD avec le président Ahmad Ahmad

lors de la 41e assemblée générale au Caire en juillet 2019. C'est donc à l'arrivée du Dr Motsepe à la tête de la CAF que cette somme est passé pour un premier temps à 225 000 USD avant de s'établir actuellement à 250 000 USD, soit un peu plus de 64 000 000 de nos francs. Une somme importante pour certains mais, dérisoire pour les associations membres au vu des nombreux défis ne serait-ce qu'au niveau de leur fonctionnement n'en parlons pas sur le financement des infrastructures.

Durant cette discrétion réunion du Dr Motsepe et les présidents des associations membres « Le président de la CAF a déclaré qu'il va faire passer les subventions allouées aux fédérations de 250 000 USD à 400 000 USD à partir du mois de juillet. » Cette somme si elle était confirmée aiderait énormément les fédérations notamment dans leur politique d'appui au

développement du football localement. « Mais encore une fois, cette promesse de Motsepe, n'a pas fait l'objet d'une communiqué ni de la CAF ni du cabinet du président et pas plus une déclaration du principal concerné. » Et notre source de continuer : « Les subventions que la CAF donne aux associations membres font l'objet d'un audit tous les ans et les dépenses engagés sont toujours validées par les assemblées générales ordinaires des associations membres et ne sont aucunement destinés au développement d'infrastructures. Les Fédérations peuvent décider avec l'aval de l'AGO de destiner une partie de cette somme à la réfection des terrains (aire de jeux, grillages, terrassement des terrains...). »

A titre de rappel, pour ceux qui ne seraient pas au courant, l'achat et la pose du gazon synthétique au stade de Mitsamihuli entièrement financé par la FIFA a été estimé à



500 000 dollars. Par contre et c'est une réalité, la CAF initie chaque année un programme de développement pour venir en aide aux associations membres, mais ce programme est soumis à la présentation d'un projet qui doit être validé par les instances de la CAF. » Le rôle d'une fédération, c'est de structurer et encadrer la pratique du football et non la construction d'infrastructures qui appartient à l'Etat ou aux collectivités locales » conclut notre source.

Imtiyaz

JIOI 2027

" Nous avons l'espoir que les jeux vont effectivement se dérouler aux Comores "

Troisième vice-président du Comité International des Jeux (CIJ), Relana Jean Claude revient sur les deux jours de réunion que le CIJ a tenu à Moroni dans la perspective de l'organisation des 12e jeux des îles de l'océan indien en 2027 aux Comores. Le moins que l'on puisse dire est que le vice-président se dit impressionné par le dossier Comores. Interview.

Question : La réunion du Comité International des Jeux (CIJ) s'est tenue à Moroni du 13 au 14 février, que pouvez-vous nous dire sur le déroulement de cette réunion au sommet ?

Relana Jean Claude : Tout d'abord, la réunion s'est bien passée et surtout on a senti la détermination du gouvernement comorien à organiser les jeux des îles en 2027. Nous, le CIJ on est là pour valider et accompagner les

Comores à organiser les jeux de 2027.

Question : Vous avez fait des visites dans les potentiels sites qui doivent accueillir les jeux, pensez-vous que d'ici 2027 les Comores seront prêtes pour accueillir ces jeux ?

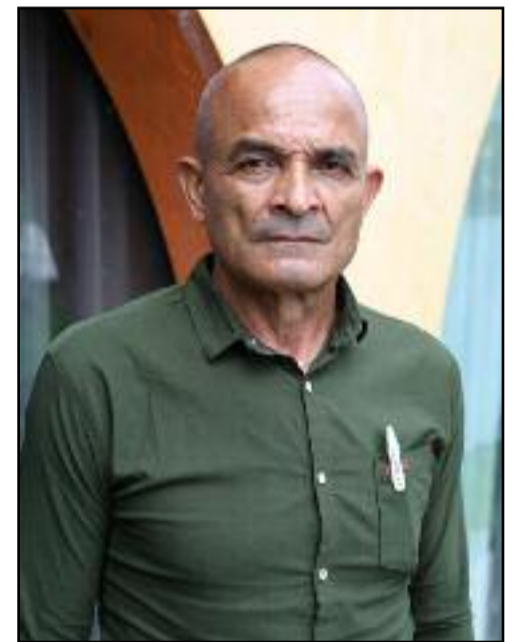
R.J.C : Jusqu'à maintenant, nous avons l'espoir que les jeux vont effectivement se dérouler aux Comores. La preuve en est que quelques mois à peine après que les Comores ait reçu le drapeau des jeux, nous sommes là pour cette première réunion du CIJ en terre comorienne. Cela démontre que les Comores sont vraiment déterminés pour organiser les jeux et c'est ça l'essentiel. En plus par rapport au projet que les Comores nous ont présenté et que nous nous sommes engagés à les accompagner, nous aurons des réunions peut-être pas physiques comme aujourd'hui (vision confé-

rence) pour l'évolution du dossier. Je crois sincèrement que les Comores sont déterminées.

Question : Madagascar a accueilli les derniers jeux des îles, quels conseils donneriez-vous aux frères comoriens pour une meilleure organisation des jeux en 2027 ?

R.J.C : Oui c'est vrai qu'on a déjà organisé les jeux (1990, 2007, 2023) comme dans chaque organisation il y'a eu des bonnes et mauvaises choses. Par contre à chaque jeu on prend de l'expérience pour mieux s'améliorer. Donc je pense que toutes les parties prenantes du sport comorien ont pris des bonnes leçons pour mieux organiser les jeux de 2027.

Propos recueillis par Imtiyaz



CULTURE

Les animateurs des CLACs de Mohéli en stage pratique

Une mission de l'ONG Toimaya ya maoudou séjourne à Mohéli depuis le dimanche 11 février pour évaluer les animateurs des CLACs de l'île, par des stages pratiques sur les modules

BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'Animateur).

Composée d'Abdoulanziz Koudra formateur de BAFA et Moustoifa Ahamed

Mchinda, Directeur des opérations, une mission de l'ONG Toimaya ya maoudou se trouve à Mohéli pour une évaluation par des stages pratiques destinés aux animateurs des CLACs de l'île, après une formation

théorique, l'année dernière.

Au CLAC de Nioumachoi, ils ont été accueillis par le coordonnateur du sous-réseau CLAC de Mohéli, Ben ymame Bacar, en présence de l'animateur référent, Assane Nassor Abdou pour une réunion d'échange. Laquelle a permis de démarrer mardi dernier le stage pratique qui a commencé par l'animateur référent Assane Nassor sur un conte en français et en comorien. Ensuite viendra le tour de Naima Faissoil, puis Nassim pour présenter une activité sur la corde à salade.

Ismael Nassor présentera quant à lui, une danse traditionnelle de type « chigoma » qui avait enflammé le lieu avant de passer aux jeux de cache-cache par Diana Salim.

L'activité dite Kawuré en dialecte locale a été également présentée par Amina Ali Hidachi. Pour finir ce stage au CLAC de Nioumachoi, le Formateur du BAFACOM a animé un public de 105 personnes pour montrer l'importance du CLAC, « ce qui est à l'intérieur c'est pour vous et vous êtes les premiers gardiens » dit-il.

Le coordonnateur Ben Ymame n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction pour le bon déroulement de ces stages pratiques. « Je remercie tous ceux qui ont œuvré pour la bonne marche de ces stages » a-t-il conclu. Ces stages pratiques vont se poursuivre dans les autres CLACs (Salamani et Djoiezi) jusqu'au samedi 17 février.

Riwad



TRANSPORT INTER-ÎLES :

Hausse des billets d'avion

Dans une situation de monopole depuis que sa concurrente Int'Air Iles n'a plus d'avion, R Komor a sensiblement augmenté le prix de ses billets.

La concurrence est toujours bénéfique pour le consommateur. La preuve en est que depuis que R Komor se retrouve dans une situation de monopole sur les lignes aériennes domestiques, les billets d'avion ont connu une première hausse de 3000 Fc, quoique sensible. En effet, les tarifs pour un Hahaya-Bandar-es-salam

est passé de 46.500 à 59.500 Fc, tandis qu'un Hahaya-Ouani passe de 46.500 à 52.000 Fc. Cette augmentation semble résulter de la situation de monopole dans laquelle se retrouve R Komor depuis que son concurrent Int'Air Iles n'a plus d'avion. En effet, le seul aéronef qui était à sa disposition vient d'être autorisé à quitter les Comores après un long bras de fer judiciaire avec son bailleur, une société thèque.

Contactée par nos soins, une cliente de la compagnie dit être tombée de haut en apprenant les nouveaux tarifs affichés. « Il n'y a

eu aucune information à ce sujet. C'est une fois à l'agence qu'on me l'a annoncé. Heureusement que j'avais un peu de sous à côté pour rajouter », regrette celle qui dit n'avoir pas eu « le choix ».

Pour rappel, Depuis le 9 janvier dernier, un litige de nature contractuel est né entre la compagnie Int'Air Iles et Van Air, une société tchèque de leasing d'aéronefs qui travaillent ensemble pourtant depuis octobre 2022 dans le cadre d'un contrat de location d'aéronefs. Il a conduit à l'immobilisation par la justice comorienne de l'aéronef.

Une caution devait être versée pour que l'avion puisse repartir. Mais comme si les instances judiciaires d'Anjouan étaient sous la tutelle de leurs équivalentes de la Grande-Comore, une décision venant de Moroni a fait libérer l'avion le 10 février, à la surprise générale.

Une décision qui a exaspéré le patron d'Int'Air Iles, Seffoudine Inzoudine : « Ils ont laissé l'avion partir au détriment des intérêts de la compagnie Int'Air Iles. Au vu de cette inégalité, je jette l'éponge, je mets fins aux activités d'Int'Air Iles parce que je ne peux pas continuer

dans cette anarchie. Je ne peux pas continuer à me battre contre un État qui ne respecte même pas les décisions de instances judiciaires qu'il a mises en place. Je pensais pouvoir apporter un plus aux Comores mais on vient de me dire qu'on n'a pas besoin des gens comme moi dans ce pays, mais qu'on a besoin de voyous ». Reste maintenant à savoir comment l'État compte accompagner Int'Air Iles à renaître de ses cendres afin que la continuité territoriale ne reste menacée.

Nassuf Ben Amad

CHOLÉRA :

Un adolescent de 15 ans décède du choléra

Le pays a enregistré son troisième décès lié au choléra. Les autorités sanitaires appellent encore une fois à respecter les mesures de prévention et se présenter tôt dans les structures sanitaires afin d'éviter des complications.

Le pays vient d'enregistrer son troisième décès du choléra depuis l'apparition de cette épidémie. Il s'agit d'un décès communautaire, d'un jeune de 15 ans, résident au quartier Cambodge à Moroni dont le corps a été apporté par la famille au CHN El-Maarouf et qui a été testé positif au choléra. Selon le directeur général de la santé Dr Saindou Ben Ali Mbae, toutes les mesures ont été prises à savoir lavage mortuaire et enterrement digne et sécurisé. « La famille a collaboré, nous avons procédé à l'interrogatoire, ensuite aux désinfections et une investigation des cas contacts suivant les procédures sanitaires », sou-

ligne-t-il avant de lancer un appel à la population d'être coopérative et de suivre les consignes sanitaires. « Nous appelons la population à redoubler la prévention et de se présenter à l'hôpital dès l'apparition des symptômes à savoir la diarrhée excessive et vomissement. Si la prise en charge est faite très tôt, la personne s'en sort. Il ne faut pas avoir honte, il faut se présenter à l'hôpital le plus proche rapidement afin de recevoir des soins adéquats ».

Le ministère de la santé travaille d'arrache pied afin d'endiguer cette épidémie avec les équipes d'agents communautaires (CREC), les volontaires du Croissant rouge, les partenaires, etc. tout un dispositif est mis en place afin de mieux sensibiliser. Des émissions télévisées, des messages chez les opérateurs téléphoniques, un centre d'appel 1717 avec une équipe bien formée sur les notions de cette épidémie, des affi-



Image d'illustration

ches, des démonstrations pour promouvoir l'amélioration des pratiques d'hygiène à domicile avec du savon et de l'eau potable ainsi que la désinfection des foyers contaminés afin de limiter la chaîne de propagation.

Quant à la surveillance, elle est

renforcée au niveau des frontières, à l'aéroport, des gels hydro alcooliques sont mis à disposition des passagers et l'accent est mis sur le pays à risque élevé comme la Tanzanie. En matière de prévention, l'épidémiologiste Dr Faouzouz Ben Aboubacar, chargé de la surveillan-

ce explique que le choléra est une maladie bactérienne diarrhéique. Il est recommandé de se laver les mains avec du savon et de l'eau, ou à défaut, utiliser une solution hydro-alcoolique mais celui-ci est utilisé pour tuer les virus et non les bactéries, d'où l'idée de toujours laver les mains avec de l'eau potable et du savon avant de manger. En dernier recours, on peut utiliser aussi une solution de clore, manié avec précautions. Il est généralement utilisé par des spécialistes. « Il faut bien laver les mains avec du savon le moment de repas, de manger chaud et de repas bien couvert, boire de l'eau potable, etc. », insiste-t-il. Actuellement, le pays compte 14 patients pris en charge au site de Samba dont 05 nouveaux cas. À ce jour 31 patients sont déclarés guéris du choléra selon le dernier rapport.

Andjouza Abouheir

ELECTIONS 2024 :

L'Arabie Saoudite félicite Azali

Le Chargé d'affaires de l'ambassade d'Arabie Saoudite, a été reçu mercredi dernier à Beit-Salam par le chef de l'État Azali Assoumani. Walid Ben Mamdouh Mousouili, était porteur d'une lettre de félicitations du Roi Salmane auprès du président de l'Union des Comores suite à sa réélection.

Déclaré élu selon les résultats définitifs de la cour suprême, le président Azali Assoumani a reçu mercredi dernier les félicitations de l'Arabie Saoudite. Le Chargé d'affaires de l'ambassade d'Arabie Saoudite aux Comores, Walid Ben Mamdouh Mousouili a été envoyé pour remettre la lettre de félicitations du roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, au président Azali Assoumani. « L'objectif de notre rencontre, c'est de remettre la lettre de félicitations du roi d'Arabie

Saoudite à l'occasion de la réélection du président Azali Assoumani à la tête de l'Union des Comores. Nous sommes convaincus qu'avec la nouvelle confiance renouvelée par le peuple comorien envers le président Azali, plusieurs projets

seront réalisés et le pays connaîtra l'émergence », déclare le diplomate saoudien à la sortie de son entretien avec le chef de l'Etat.

D'après lui, le succès de la présidence comorienne de l'Union Africaine mérite des encourage-

ments de la part d'un pays amis comme l'Arabie Saoudite. Dans cette entrevue, la relation entre les deux pays a été également évoquée. « Les relations entre l'Arabie Saoudite et les Comores sont au beau fixe. Elles s'améliorent de jour en jour. Nous sommes convaincus qu'avec la réélection du président Azali, nos relations se renforceront davantage. Nous allons continuer à consolider notre amitié et notre coopération avec les Comores », avance-t-il.

Le conseiller du président Azali chargé des pays Arabes, Mohamed Housein Djamililaili, indique que l'Arabie Saoudite ne voulait pas envoyer sa lettre par voie électronique ou par entretien téléphone avec le chef de l'Etat. Ils ont choisi cette voie pour remettre directement la lettre de félicitations au Chef de l'État pour démonter la force des

liens entre les deux pays. L'ancien ministre de la justice et des affaires islamiques souligne également que lors des échanges entre le président et le Chargé d'affaires, ce dernier a mis l'accent sur le renforcement de la coopération entre les deux pays frères et amis, et a félicité les Comores pour le succès de la présidence comorienne de l'Union Africaine. Cette réussite témoigne, selon lui, de la capacité des Comores à diriger des organisations régionales et internationales. Selon Mohamed Houssein, le président Azali Assoumani a remercié l'Arabie Saoudite pour son soutien. « Le succès de la présidence des Comores de l'UA est un succès de l'Arabie Saoudite et des pays amis qui ont soutenu les Comores durant notre mandat », affirme-t-il.

Ibnou M. Abdou



Le chargé d'affaire de l'Arabie Saoudite reçu par le président Azali.

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité,
de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Direction de Lutte contre le Sida



جمهورية القمر المتحدة
وحدة - تضامن - تنمية
وزارة الصحة والتضامن والتماكك الاجتماعي ومشاركة المرأة
إدارة الصحة
الإدارة لمحاربة الإيدز

Appel à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un responsable financier et d'un psychologue pour la Direction de Lutte contre le Sida (DLS)

Date de l'appel : 16 février 2024
Date limite de réception des offres : 16 mars à 09 H 30

le vendredi et le samedi de 07h30 à 11h 30. Tél : 773 94 36 / 334 17 07 / 332 12 66 / 355 67 89

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la protection Sociale et de la Promotion du Genre à travers la Direction de Lutte contre le Sida (DLS), Bénéficiaire Principal de la subvention COM-C-MOH financée par le Fonds Mondial compte recruter un personnel additionnel pour la période d'exécution de la NFM3, il s'agit de :

-Un responsable financier ;
-Un psychologue pour le suivi psychologique des personnes concernées ;

Les deux postes sont à disponibilité immédiate.

Toutes les personnes intéressées sont priées de retirer les termes de référence complets de chaque poste auprès du Secrétariat de la DLS sis Route Kalfane-Asgaraly, du lundi au jeudi de 07h30 à 15 h 00,

Les dossiers de candidatures devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté au poste ;
- Le curriculum vitae ;
- Les copies certifiées des diplômes ;
- Une photocopie de la pièce d'identité ;
- Un certificat de travail ;
- Les coordonnées de deux personnes de référence ;

Les dossiers de candidatures sont à déposer au secrétariat de la DLS, sous plis fermé et à adresser à Monsieur le Directeur de la DLS, sis Route Kalfane BP : 6125 avec la mention : RECRUTEMENT DU POSTE CHOISI.

DATE LIMITE DE DEPOT DES CANDIDATURES :
le samedi 16 mars 2024 à 09 H 30



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITE DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores recrute pour son **Unité de Coordination du Projet (UCP), un expert en suivi évaluation.**

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de référence en envoyant une demande à l'adresse mail suivante : djaanfarea@yahoo.fr Cc : infospaesc@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de référence à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 07 février 2024

Date limite de dépôt des candidatures : 27 février 2024 à 12h30 heure locale de Moroni

1. PROFIL REQUIS

L'expert en suivi évaluation de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur équivalent au moins (Bac + 4 années) dans les domaines d'éducation suivante : **Statistiques, informatique, Gestion de Projet, ou autres domaines connexes ;**

(b) Disposer d'une expérience professionnelle de 3 ans au minimum dans le domaine du suivi-évaluation des projets de développement financés par la Banque Mondiale ou d'au-

tres partenaires ;

(c) Avoir des connaissances en techniques de gestion de projets en général et de suivi-évaluation en particulier; en système informatique de suivi-évaluation et la définition d'indicateurs ;

(d) Avoir des connaissances des Procédures et exigences de la Banque Mondiale en Matière de Suivi Évaluation ;

(e) Avoir une bonne communication écrite et orale ;

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6 mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12 mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation adressée à monsieur le Coordinateur de l'Unité de Coordination du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des

diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature seront déposés au **Secrétariat de l'Unité de Coordination du Projet PAESC, Route de Salimani – Sahara – Moroni**

4. CONDITIONS D'EMPLOI

• L'expert en suivi évaluation sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

- C'est un poste individuel à temps plein ;
- L'expert en suivi évaluation est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.